

Commune de **SAINT-DIZIER**

Département de la **HAUTE-MARNE**

Ligne électrique souterraine : **20 000 Volts**
(tension et le tracé)

CONVENTION DE SERVITUDES

Entre les soussignés :

eRDF – Électricité Réseau Distribution France, SA à directoire et à conseil de surveillance au capital de 270 037 000 euros – Siège social : Tour Winterthur 92085 La Défense Cedex – RCS de Nanterre 444 608 442, faisant élection de domicile à eRDF, Unité Réseau Electricité, 50 boulevard Gambetta 10000 Troyes, et représentée par Monsieur Sébastien BERNADOU, responsable de l'Agence Ingénierie Réseaux Electricité, dûment habilité à cet effet, désigné ci-après par l'appellation « **eRDF** »,

d'une part,

Et

La Communauté de Communes de Saint-Dizier, Der et Blaise
Demeurant : 12, rue de la Commune de Paris – 52100 Saint-Dizier

Agissant en qualité de propriétaire du terrain sis :
Route de Bar-le-Duc – 52100 Saint-Dizier

désignée ci-après par l'appellation « **le propriétaire** »,

d'autre part.

Il a été exposé ce qui suit :

Le propriétaire déclare que la parcelle ci-après désignée lui appartient :

Commune	Section	Numéro	Lieu-dit	Nature éventuelle des sols et cultures (cultures légumières, prairies, pacage, bois, forêt)
Saint-Dizier	BZ	360	/	/

Le propriétaire déclare en outre, conformément au décret n° 70-492 du 11 juin 1970, que la parcelle ci-dessus désignée est actuellement (*) :

- ~~Exploitée par lui-même.~~
- ~~Exploitée par M.....~~ , habitant à qui sera indemnisé directement par eRDF en vertu du dit décret s'il l'exploite lors de la construction des ouvrages. Si à cette date ce dernier a abandonné l'exploitation, l'indemnité sera payée à son successeur.
- ~~Non exploitée.~~

(* Ne concerne que les parcelles boisées ou forestières et les terrains agricoles : rayer les mentions inutiles)

Les parties, vu les droits conférés aux concessionnaires des ouvrages de distribution d'électricité tant par l'article 12 modifié de la loi du 15 juin 1906 que par l'article 35 modifié de la loi du 8 avril 1946 et le décret n° 70-492 du 11 juin 1970, vu le décret n° 67-886 du 6 octobre 1967, vu les protocoles d'accord conclus entre la profession agricole et eRDF et à titre de reconnaissance de ces droits, sont convenues de ce qui suit :

ARTICLE 1 – Droits de servitudes consentis à eRDF

Après avoir pris connaissance du tracé des ouvrages, mentionnés ci-dessous, sur la parcelle ci-dessus désignée, le propriétaire reconnaît à eRDF, que cette propriété soit close ou non, bâtie ou non, les droits suivants :

- 1) Etablir à demeure dans une bande de 3.00 mètres de large, 1 canalisation souterraine sur une longueur totale d'environ 2.00 mètres ainsi que ses accessoires ;
- 2) Etablir si besoin des bornes de repérage ;
- 3) Encastrer un ou plusieurs coffret(s) et/ou ses accessoires notamment dans un mur, un muret ou une façade, avec pose d'un câble en tranchée et/ou sur façade de mètres ;

- 4) Effectuer l'élagage, l'enlèvement, l'abattage ou le dessouchage de toutes plantations, branches ou arbres, qui se trouvant à proximité de l'emplacement des ouvrages, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement, chute ou croissance occasionner des dommages aux ouvrages, étant précisé qu'eRDF pourra confier ces travaux au propriétaire si ce dernier le demande et s'engage à respecter la réglementation en vigueur, notamment le décret 91-1147 du 14 octobre 1991 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages de distribution ;
- 5) Utiliser les ouvrages désignés ci-dessus et réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité (renforcement, raccordement, etc.).

Par voie de conséquence, eRDF pourra faire pénétrer sur la propriété ses agents ou ceux des entrepreneurs dûment accrédités par lui, en vue de la construction, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages ainsi établis.

Le propriétaire sera préalablement averti des interventions, sauf en cas d'urgence.

ARTICLE 2 – Droits et obligations du propriétaire

Le propriétaire conserve la propriété et la jouissance de la parcelle mais renonce à demander pour quelque motif que ce soit l'enlèvement ou la modification des ouvrages désignés à l'article 1^{er}.

Le propriétaire s'interdit toutefois, dans l'emprise des ouvrages définis à l'article 1^{er}, de faire aucune modification du profil du terrain, aucune plantation d'arbre et plus généralement aucun travail ou construction qui soit préjudiciable à l'établissement, l'entretien, l'exploitation et la solidité des ouvrages.

Le propriétaire s'interdit également de porter atteinte à la sécurité des installations.

Il pourra toutefois :

- élever des constructions et/ou effectuer des plantations à proximité des ouvrages électriques à condition de respecter entre lesdites constructions et/ou plantations et les ouvrages visés à l'article 1^{er}, les distances de protection prescrites par la réglementation en vigueur ;
- planter des arbres de part et d'autre des lignes électriques souterraines à condition que la base du fût soit à une distance supérieure à deux mètres des ouvrages.

ARTICLE 3 – Indemnité

3.1/ A titre de compensation forfaitaire et définitive des préjudices spéciaux de toute nature résultant de l'exercice des droits reconnus à l'article 1^{er}, eRDF s'engage à verser lors de l'établissement de l'acte notarié prévu à l'article 5 ci-après, au propriétaire et/ou l'exploitant, qui accepte, une indemnité unique et forfaitaire de 20.00 euros (*vingt euros*).

Dans le cas des terrains agricoles, cette indemnité sera évaluée sur la base des protocoles agricoles (4) conclus entre la profession agricole et eRDF, en vigueur à la date de signature de la présente convention.

3.2/ Par ailleurs, les dégâts qui pourraient être causés aux cultures, bois, forêts et aux biens à l'occasion de la construction, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages (à l'exception des abattages et élagages d'arbres indemnisés au titre du paragraphe 3.1/) feront l'objet d'une indemnité versée suivant la nature du dommage, soit au propriétaire soit à l'exploitant, fixée à l'amiable, ou à défaut d'accord par le tribunal compétent.

ARTICLE 4 – Responsabilités

eRDF prendra à sa charge tous les dommages accidentels directs et indirects qui résulteraient de son occupation et/ou de ses interventions, causés par son fait ou par ses installations.

Les dégâts seront évalués à l'amiable. Au cas où les parties ne s'entendraient pas sur le quantum de l'indemnité, celle-ci sera fixée par le tribunal compétent du lieu de situation du terrain.

ARTICLE 5 – Litiges

Dans le cas de litiges survenant entre les parties pour l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de rechercher un règlement amiable.

A défaut d'accord, les litiges seront soumis au tribunal compétent du lieu de situation de la parcelle.

ARTICLE 6 – Entrée en application

La présente convention prend effet à compter de la date de signature par les parties. Elle est conclue pour la durée des ouvrages dont il est question à l'article 1^{er} ou de tous autres ouvrages qui pourraient leur être substitués sur l'emprise des ouvrages existants ou le cas échéant, avec une emprise moindre.

Eu égard aux impératifs de la distribution publique, le propriétaire autorise eRDF à commencer les travaux dès sa signature si nécessaire.

ARTICLE 7 – Formalités

La présente convention ayant pour objet de conférer à eRDF des droits plus étendus que ceux prévus par l'article 12 de la loi du 15 juin 1906, elle pourra être régularisée, en vue de sa publication au bureau des hypothèques, par acte authentique devant Maître Emmanuel ROGE, notaire à Gueux (51), les frais dudit acte restant à la charge d'eRDF.

(4) Protocoles « dommages permanents » et « dommages instantanés » relatifs à l'implantation et aux travaux des lignes électriques aériennes et souterraines situées en terrains agricoles.

Le propriétaire s'engage, dès maintenant, à porter la présente convention à la connaissance des personnes, qui ont ou qui acquièrent des droits sur la parcelle traversée par les ouvrages, notamment en cas de transfert de propriété ou de changement de locataire.

Il s'engage, en outre, à faire reporter dans tout acte relatif à la parcelle concernée, par les ouvrages électriques définis à l'article 1^{er}, les termes de la présente convention.

Fait en quatre exemplaires,

A :

A :

Le :

Le :

(1) Le propriétaire

(1) eRDF

(1) Faire précéder la signature de la mention manuscrite « LU ET APPROUVE »

**Câble électrique souterrain
à implanter**

Département : HAUTE-MARNE Commune : SAINT-DIZIER	Section : BZ Feuille : 000 BZ 01 Échelle d'origine : 1/1000 Échelle d'édition : 1/500 Date d'édition : 01/11/2013 (fuseau horaire de Paris) Coordonnées en projection : RGF93CC48	Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant : CHAUMONT Bureau Antenne de Saint-Dizier 89 Rue Victoire de la Marne 52903 52903 CHAUMONT CEDEX 9 tél. 03 25 30 21 34 - fax 03 25 30 23 07 cdf.chaumont@dgif.finances.gouv.fr	Cet extrait de plan vous est délivré par : cadastre.gouv.fr ©2012 Ministère de l'Economie et des Finances
---	---	---	---

